

## DÉFINITIONS

**E**N 2014, dans un contexte d'activité économique ralentie, la dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage est quasiment stable avec 31,6 milliards d'euros incluant les rémunérations des stagiaires (dont 5,4 milliards d'euros pour l'apprentissage) (1)(2). Principaux financeurs de la formation professionnelle continue, les entreprises contribuent pour 45 % de la dépense totale. Les dépenses de formation des régions atteignent 14 % de l'ensemble alors que celles de l'État baissent à moins de 12 %. Les dépenses supportées par les ménages pour financer leur formation continue représentent 4 % de la dépense globale. Les dépenses des trois fonctions publiques pour la formation de leur personnel représentent 17 % de la dépense totale. Le reste de la dépense est pris en charge par les administrations publiques (7 %), principalement par l'Unédic et Pôle emploi (6 %) et marginalement par les collectivités locales autres que les régions (0,3 %).

Les jeunes bénéficient de 24 % de la dépense de formation professionnelle, dont 17 % pour l'apprentissage (2). Les régions leur consacrent toujours une part importante de leurs dépenses (58 %). Les demandeurs d'emploi bénéficient de 15 % de la dépense globale de formation. Les personnes en emploi (dans les secteurs public ou privé) sont les principaux bénéficiaires des dépenses de formation continue, avec 60 % de la dépense totale.

L'ensemble des établissements de l'Éducation nationale et des établissements de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation réalise au titre des activités de formation continue (sans la rémunération des stagiaires) un chiffre d'affaires de 951 millions d'euros en 2014 (+3,7 % par rapport à 2013), mais redescend au niveau précédent en 2015 avec 918,3 millions d'euros. C'est l'activité des Greta (-6 %) qui diminue le plus (3). En 2015, le nombre de stagiaires repasse sous la barre du million atteinte en 2014 (-5 %) et le volume du nombre d'heures-stagiaires baisse également de 5 %.

**FORMATION CONTINUE** - La formation continue est une obligation légale depuis 1971. Elle a pour but d'assurer aux salariés, employés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles. La loi du 5 mars 2014 octroie à chaque personne un compte personnel de formation (CPF) avec un droit de tirage de 24 heures par an jusqu'à 120 heures.

**MARCHÉ DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE** - Le marché de la formation professionnelle est constitué par l'ensemble des organismes remettant chaque année à l'administration un bilan pédagogique et financier. Il recouvre non seulement les organismes dont la formation des adultes et la formation continue sont les activités principales (NAF 804C), mais aussi d'autres organismes d'enseignement, dont ce ne sont pas les activités principales.

**FINANCEMENT DE L'ÉTAT** - Fonds provenant surtout du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ; y contribuent le fonds national pour l'emploi (FNE), Pôle emploi, le fonds social européen (FSE) et le budget de formation des agents de la fonction publique.

**FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES** - La décentralisation de l'apprentissage et de la formation professionnelle se met en œuvre progressivement depuis 25 ans. La loi du 7 janvier 1983 a donné aux régions la compétence générale en matière d'apprentissage et de formation professionnelle. Puis la loi du 20 décembre 1993 leur a donné la charge de la formation continue des jeunes. La loi du 27 février 2002 a étendu aux adultes la compétence des régions pour l'organisation des formations à travers le plan régional de développement des formations (PRDF). Enfin, la loi du 13 août 2004 a organisé la décentralisation de l'organisation et du financement d'une partie des stages de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

**FINANCEMENT DES ENTREPRISES** - La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, prévoit la possibilité pour les employeurs de financer directement des actions de formation et le plan de formation est défiscalisé. Les entreprises de plus de dix salariés versent une seule contribution de 1 % de la masse salariale brute. Cette contribution est ramenée à 0,8 % pour celles qui, par un accord d'entreprise, ont décidé d'investir 0,2 % de leur masse salariale brute dans le financement du compte personnel de formation. Les entreprises de moins de dix salariés restent assujetties à verser 0,55 % de leur masse salariale brute.

**STAGIAIRES, HEURES-STAGIAIRES, GRETA** - Voir 7.2.

## SOURCES

- (1)(2) : Annexe au projet de loi de finances pour la formation professionnelle 2017.

- (3) : MEN-MESRI-DEPP, Enquêtes n°63 sur l'activité des Greta et n°6 sur l'activité de formation continue des établissements d'enseignement supérieur.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- Note d'Information : 16.27.

## 1 Dépense globale par financeur final, y compris investissement, en millions d'euros.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Structure en 2014 (%)	Évolution 2014/2013 (%)
Entreprises	13 082	13 423	13 241	13 609	13 667	13 802	14 302	45,3	3,6
Régions	4 212	4 483	4 399	4 480	4 422	4 583	4 507	14,3	-1,7
État	3 862	4 085	4 212	4 350	3 902	3 882	3 730	11,8	-3,9
Autres collectivités territoriales	65	79	78	82	71	96	108	0,3	11,6
Unédic, Pôle emploi et autres administrations publiques	1 409	1 807	1 927	1 859	1 974	2 042	2 100	6,7	2,9
dont : Unédic et Pôle emploi	1 224	1 525	1 654	1 639	1 732	1 747	1 845	5,8	5,6
autres administrations publiques	185	282	273	220	242	295	255	0,8	-13,6
Ménages	1 102	1 081	1 157	1 229	1 287	1 345	1 366	4,3	1,5
<b>Total</b>	<b>23 732</b>	<b>24 958</b>	<b>25 014</b>	<b>25 610</b>	<b>25 323</b>	<b>25 750</b>	<b>26 113</b>	<b>82,7</b>	<b>1,4</b>
<b>Fonctions publiques pour leurs propres agents</b>	<b>5 731</b>	<b>6 106</b>	<b>6 003</b>	<b>5 721</b>	<b>5 864</b>	<b>5 578</b>	<b>5 479</b>	<b>17,3</b>	<b>-1,8</b>
<b>Total</b>	<b>29 463</b>	<b>31 064</b>	<b>31 017</b>	<b>31 331</b>	<b>31 187</b>	<b>31 328</b>	<b>31 592</b>	<b>100,0</b>	<b>0,8</b>

► **Champ : France métropolitaine + DOM y compris Mayotte à partir de 2011.**

**Note :** les financements d'orientation et d'accompagnement des jeunes sont désormais exclus du champ de ce tableau (601 millions d'euros en 2014). Le champ se limite aux dispositifs strictement liés à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage.

© DEFP

## 2 Dépense globale par public bénéficiaire, en millions d'euros.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Structure en 2014 (%)	Évolution 2014/2013 (%)
<b>Jeunes (1) (2)</b>	<b>7 088</b>	<b>7 555</b>	<b>7 699</b>	<b>7 729</b>	<b>7 333</b>	<b>7 639</b>	<b>7 465</b>	<b>23,7</b>	<b>-2,3</b>
Apprentissage	4 768	5 449	5 501	5 661	5 352	5 607	5 367	17,0	-4,3
Alternance/professionnalisation	1 404	1 158	1 196	1 059	1 028	1 055	1 085	3,4	2,9
Autres formations	916	948	1 002	1 009	952	977	1 012	3,2	3,6
<b>Demandeurs d'emploi (2)</b>	<b>3 743</b>	<b>4 164</b>	<b>4 292</b>	<b>4 366</b>	<b>4 463</b>	<b>4 588</b>	<b>4 784</b>	<b>15,1</b>	<b>4,3</b>
<b>Actifs occupés du secteur privé (2)</b>	<b>12 531</b>	<b>12 932</b>	<b>12 738</b>	<b>13 190</b>	<b>13 215</b>	<b>13 155</b>	<b>13 540</b>	<b>42,9</b>	<b>2,9</b>
<b>Agents du secteur public (3)</b>	<b>5 699</b>	<b>6 079</b>	<b>5 998</b>	<b>5 710</b>	<b>5 858</b>	<b>5 576</b>	<b>5 477</b>	<b>17,3</b>	<b>-1,8</b>
<b>Investissement (4)</b>	<b>401</b>	<b>334</b>	<b>290</b>	<b>336</b>	<b>318</b>	<b>370</b>	<b>325</b>	<b>1,0</b>	<b>-12,2</b>
<b>Total</b>	<b>29 462</b>	<b>31 064</b>	<b>31 017</b>	<b>31 331</b>	<b>31 187</b>	<b>31 328</b>	<b>31 592</b>	<b>100,0</b>	<b>0,8</b>

► **Champ : France métropolitaine + DOM y compris Mayotte à partir de 2011.**

**Note :** les financements d'orientation et d'accompagnement des jeunes sont désormais exclus du champ de ce tableau (601 millions d'euros en 2014). Le champ se limite aux dispositifs strictement liés à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage.

1. Les « jeunes » ont en général moins de 26 ans.
2. Une partie des dépenses pour les jeunes est classée avec celle pour les actifs occupés ou les demandeurs d'emploi.
3. Hors investissement.
4. Y compris l'investissement pour les agents du secteur public.

© DEFP

## 3 L'activité de formation continue de l'éducation nationale (1)

	Chiffre d'affaires (en millions d'euros)				Nombre de stagiaires				Nombre d'heures-stagiaires (2) (en milliers)			
	2013	2014	2015	Évolution 2015/2014 (%)	2013	2014	2015	Évolution 2015/2014 (%)	2013	2014	2015	Évolution 2015/2014 (%)
Greta	497,2	503,8	475,0	-5,7	510 000	532 467	490 997	-7,8	51 100	51 336	48 106	-6,3
Enseignement supérieur	420,4	447,5	443,3	-1,0	466 953	469 551	457 627	-2,5	69 437	71 305	68 634	-3,7
dont universités et grandes écoles	308,0	320,8	324,3	1,1	383 022	383 822	375 132	-2,3	54 302	55 898	53 086	-5,0
<b>Total éducation nationale</b>	<b>917,6</b>	<b>951,3</b>	<b>918,3</b>	<b>-3,5</b>	<b>976 953</b>	<b>1 002 018</b>	<b>948 624</b>	<b>-5,3</b>	<b>120 537</b>	<b>122 641</b>	<b>116 740</b>	<b>-4,8</b>

► **Champ : France métropolitaine + DOM.**

1. Ministère de l'Éducation nationale et ministère de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation.
2. À partir de 2011, dans l'enseignement supérieur, le nombre d'heures-stagiaires correspond au nombre des heures pédagogiques dispensées hors stage pratique, comme pour les Greta.

© DEFP

**E**n 2015, les établissements secondaires publics sont regroupés au sein de 152 groupements d'établissements (Greta) pour mettre en commun leurs moyens en personnels, en locaux et en équipements et répondre aux besoins de formation continue. En cinq ans, la carte des Greta s'est resserrée de 30 % (216 Greta en 2010).

Le réseau national des Greta a accueilli 491 000 stagiaires pour un volume global de 48,1 millions d'heures-stagiaires (1). En un an, le nombre des heures-stagiaires a diminué de 6 %, moins rapidement toutefois que le nombre de stagiaires (-8 %), ce qui provoque un léger allongement de la durée moyenne de stage, tendance qui se confirmerait en 2016 (98 heures en 2015, 103 en 2016 contre 96 en 2014). Avec un chiffre d'affaires de 475 millions d'euros en 2015, les produits financiers générés par l'activité des Greta diminuent aussi de 6 %, entraînés par le recul de la commande privée (-12 %), mais aussi par une très légère baisse (-1 %) des financements publics (2). En 2016, le chiffre d'affaires serait à nouveau en progression de 4 %, toujours tiré par la dépense publique.

Cette perte d'activité enregistrée en 2015 vient à rebours des premiers effets de la crise économique de 2008 qui a entraîné un développement du chiffre d'affaires des Greta (+12 % entre 2008 et 2014, +5 % en euros constants) tiré par la commande publique et stoppé l'érosion des effectifs stagiaires et des heures stagiaires. En 2015, la part des fonds publics dans le financement des actions de formation continue des Greta atteint 60 % (62 % en 2016), soit 10 points de plus qu'en 2008. Les fonds publics financent en particulier la formation continue des demandeurs d'emploi qui constituent un public cible des Greta. Les fonds privés proviennent des entreprises et des organismes paritaires collecteurs agréés dans le cadre du financement de la formation continue, ainsi que de l'autofinancement des bénéficiaires des prestations.

Les flux financiers en provenance de commanditaires privés ont reculé partout, sauf dans les académies de Corse, de Martinique et de Guyane qui connaissent à l'inverse une forte diminution de leurs financements publics. Ceux en provenance de commanditaires publics progressent en revanche dans une dizaine d'académies, notamment celles de la Réunion, Versailles, Limoges, Bordeaux et Paris. Parmi elles, Paris et Bordeaux sont les deux seules académies à enregistrer une croissance globale de leurs résultats financiers en 2015 (+4 et +8 % respectivement) avec une activité qui reste, de manière atypique, alimentée principalement par des fonds privés (pour 68 et 59 % contre 76 et 67 % en 2014 respectivement) (3). À l'opposé, les financements publics représentent au moins 75 % du financement de l'activité des Greta à Poitiers, Mayotte ou dans l'académie de Nancy-Metz et jusqu'à 85 % en Guadeloupe.

**LE RÉSEAU DES GRETA** - C'est le réseau de la « formation continue » des établissements du second degré du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MEN-MESRI). Le réseau des Greta s'est mis en place progressivement à la suite des lois de 1971 qui font obligation aux employeurs de financer la formation continue de leurs salariés. Ce réseau permet de mettre un potentiel éducatif au service de la formation continue des adultes qui comprend aussi aujourd'hui l'orientation, les bilans de compétences et la validation des acquis de l'expérience (champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue du code du travail, art. L. 6313-1). Depuis 2002, chaque académie s'est progressivement dotée d'un groupement d'intérêt public formation continue et insertion professionnelle (GIP FCIP). Les GIP FCIP ont notamment intégré les missions de conseil, d'ingénierie et de formation des acteurs des centres académiques de formation continue (Cafoc) et les dispositifs académiques de validation des acquis de l'expérience (DAVA) et sont souvent porteurs de conventions pour le compte des Greta. Depuis avant la réforme de 2013, la carte des Greta s'est profondément transformée, avec une diminution du nombre des Greta qui devrait se situer autour de 130 en 2017.

**STAGIAIRES** - Un stagiaire peut être compté autant de fois que de participations à des actions de formation continue pendant l'année civile.

**HEURES-STAGIAIRES**  
(Stagiaires) × (durée en heures des prestations).

## SOURCES

MEN-MESRI-DEPP, Enquête n°63 « Bilan des actions de formation continue dans les Greta et GIP FCIP (Cafoc) ».

## POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://eduscol.education.fr/>

## 1 Évolution du nombre des stagiaires et du volume des heures-stagiaires dans les Greta

	2000	2005	2009	2010	2011 hors Mayotte	2011 y c. Mayotte	2012	2013	2014 (r)	2015	2016p
Heures-stagiaires (en millions)	69,9	57,9	51,9	51,8	51,6	51,7	52,4	51,1	51,3	48,1	49,9
Stagiaires (en milliers)	518,0	446,1	504,5	542,2	543,8	545,3	532,3	509,9	532,5	491,0	479,7

► Champ : France métropolitaine + DOM y compris Mayotte à partir de 2011.

© DEFP

## 2 Évolution du chiffre d'affaires des Greta selon l'origine du financement, en millions d'euros.

	2000	2 005	2008	2010	2011 hors Mayotte	2011	2012	2013	2014	2015	2016p
Fonds publics	196,2	211,4	210,8	264,2	268,4	268,5	276,8	278,5	287,7	285,1	308,2
Fonds privés	206,9	188,6	211,6	219,0	216,5	217,1	220,4	218,2	216,2	189,9	187,6
<b>Total</b>	<b>403,1</b>	<b>400,0</b>	<b>422,4</b>	<b>483,2</b>	<b>484,9</b>	<b>485,6</b>	<b>497,2</b>	<b>496,7</b>	<b>503,8</b>	<b>475,0</b>	<b>495,8</b>
<b>Total (euros constants base 100 en 2000)</b>	<b>403,1</b>	<b>363,7</b>	<b>362,3</b>	<b>407,9</b>	<b>400,9</b>	<b>401,5</b>	<b>403,2</b>	<b>399,0</b>	<b>402,7</b>	<b>379,7</b>	<b>395,6</b>

► Champ : France métropolitaine + DOM y compris Mayotte à partir de 2011.

© DEFP

## 3 Répartition du chiffre d'affaires (CA) par région académique et académie selon l'origine du financement en 2015, en milliers d'euros.

Académies et régions académiques	CA fonds publics	CA fonds privés	Total CA	% fonds publics	% CA total	CA hors GIP FCIP
Clermont-Ferrand	10 667	5 171	15 838	67,4	3,3	15 711
Grenoble	18 350	11 387	29 737	61,7	6,3	28 365
Lyon	9 286	9 148	18 434	50,4	3,9	17 383
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>38 304</b>	<b>25 706</b>	<b>64 010</b>	<b>59,8</b>	<b>13,5</b>	<b>61 459</b>
Besançon	5 837	2 391	8 228	70,9	1,7	7 282
Dijon	9 055	6 761	15 816	57,3	3,3	15 601
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>14 891</b>	<b>9 152</b>	<b>24 043</b>	<b>61,9</b>	<b>5,1</b>	<b>22 883</b>
<b>Bretagne (Rennes)</b>	<b>12 979</b>	<b>7 562</b>	<b>20 541</b>	<b>63,2</b>	<b>4,3</b>	<b>18 560</b>
<b>Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)</b>	<b>8 805</b>	<b>7 952</b>	<b>16 757</b>	<b>52,5</b>	<b>3,5</b>	<b>13 248</b>
<b>Corse</b>	<b>1 089</b>	<b>524</b>	<b>1 613</b>	<b>67,5</b>	<b>0,3</b>	<b>1 539</b>
Nancy-Metz	18 484	5 231	23 715	77,9	5,0	17 481
Reims	7 200	4 722	11 922	60,4	2,5	11 379
Strasbourg	6 658	4 932	11 590	57,4	2,4	9 711
<b>Grand Est</b>	<b>32 342</b>	<b>14 885</b>	<b>47 227</b>	<b>68,5</b>	<b>9,9</b>	<b>38 571</b>
Amiens	9 531	4 470	14 001	68,1	2,9	13 588
Lille	11 603	9 434	21 037	55,2	4,4	20 604
<b>Hauts-de-France</b>	<b>21 133</b>	<b>13 904</b>	<b>35 037</b>	<b>60,3</b>	<b>7,4</b>	<b>34 192</b>
Créteil	21 884	15 435	37 319	58,6	7,9	35 371
Paris	8 006	16 594	24 600	32,5	5,2	21 638
Versailles	15 816	8 217	24 033	65,8	5,1	23 470
<b>Île-de-France</b>	<b>45 706</b>	<b>40 246</b>	<b>85 952</b>	<b>53,2</b>	<b>18,1</b>	<b>80 479</b>
Caen	9 591	4 401	13 992	68,5	2,9	11 028
Rouen	12 204	6 925	19 129	63,8	4,0	18 923
<b>Normandie</b>	<b>21 795</b>	<b>11 326</b>	<b>33 121</b>	<b>65,8</b>	<b>7,0</b>	<b>29 951</b>
Bordeaux	8 184	11 585	19 769	41,4	4,2	19 287
Limoges	5 713	2 419	8 132	70,3	1,7	7 990
Poitiers	7 288	2 390	9 678	75,3	2,0	8 832
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>21 185</b>	<b>16 394</b>	<b>37 579</b>	<b>56,4</b>	<b>7,9</b>	<b>36 109</b>
Montpellier	16 548	7 714	24 262	68,2	5,1	21 178
Toulouse	11 794	8 991	20 785	56,7	4,4	20 195
<b>Occitanie</b>	<b>28 343</b>	<b>16 705</b>	<b>45 048</b>	<b>62,9</b>	<b>9,5</b>	<b>41 374</b>
<b>Pays de la Loire (Nantes)</b>	<b>10 820</b>	<b>8 288</b>	<b>19 108</b>	<b>56,6</b>	<b>4,0</b>	<b>17 805</b>
Aix-Marseille	13 454	8 206	21 660	62,1	4,6	21 414
Nice	7 295	5 029	12 324	59,2	2,6	11 876
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>20 750</b>	<b>13 235</b>	<b>33 985</b>	<b>61,1</b>	<b>7,2</b>	<b>33 289</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>278 139</b>	<b>185 879</b>	<b>464 018</b>	<b>59,9</b>	<b>97,7</b>	<b>429 459</b>
Guadeloupe	2 271	407	2 678	84,8	0,6	2 286
Guyane	1 077	921	1 998	53,9	0,4	1 606
Martinique	1 383	1 656	3 039	45,5	0,6	2 714
Mayotte	115	37	153	75,7	0,0	153
La Réunion	2 141	961	3 102	69,0	0,7	1 933
<b>DOM</b>	<b>6 988</b>	<b>3 982</b>	<b>10 970</b>	<b>63,7</b>	<b>2,3</b>	<b>8 692</b>
<b>France métropolitaine + DOM</b>	<b>285 127</b>	<b>189 861</b>	<b>474 988</b>	<b>60,0</b>	<b>100,0</b>	<b>438 151</b>

► Champ : France métropolitaine + DOM y compris Mayotte.

© DEFP

## DÉFINITIONS

**E**n 2015, les universités, les écoles d'ingénieurs publiques et le Cnam ont formé 457 600 stagiaires contre 470 000 en 2014 (1). La baisse globale des effectifs de stagiaires (-3,5%) concerne tous les types d'établissements, mais elle est un peu moins forte dans les écoles (-1,2%) que dans les universités (-2,3%) ou les centres du Cnam (-3,8%). Globalement, ce sont les publics salariés qui se maintiennent le mieux (-0,9%), car tirés par l'augmentation du nombre de contrats de professionnalisation (+11%). Les demandeurs d'emploi non aidés, les non-salariés et les individuels payants perdent respectivement 29%, 19% et 3%. Dans les universités, si le total des stagiaires diminue de 2,3%, le nombre de salariés progresse de 4%, mais les non-salariés (-18%), les individuels payants (-9%) et les demandeurs d'emploi aidés (-8%) accusent une baisse de leurs effectifs. Dans les écoles, les stagiaires salariés baissent de 6% et les demandeurs d'emploi de 21%. Quant aux centres du Cnam, si le nombre des auditeurs de la formation continue diminue globalement de 3,8%, on peut distinguer deux axes de développement, d'une part, une hausse importante de contrats de professionnalisation pour les moins de 26 ans (+108% soit +3 600 contrats) et d'autre part, un public de demandeurs d'emploi qui augmentent de 22% (+3 400 stagiaires). Pour la première fois, l'ensemble des auditeurs demandeurs d'emploi dépasse le nombre des auditeurs salariés.

Le nombre d'heures-stagiaires dispensées, diminue pour tous les publics (-4%) avec une seule hausse pour les demandeurs d'emploi qui reçoivent une aide (+26%). La durée moyenne totale de formation diminue de 3 heures passant de 153 à 150 heures. Cette durée moyenne passe de 146 à 143 heures dans les universités.

Le chiffre d'affaires de la formation continue dans l'enseignement supérieur atteint 443 millions d'euros en 2015, soit une baisse de 1% par rapport à 2014 (2). Les recettes des universités, qui représentent 66% de l'ensemble, augmentent de 3%, celles des écoles diminuent de 21% et celles du Cnam et de ses centres associés baissent de 6%. L'origine privée des ressources de la formation continue dans le chiffre d'affaires des universités atteint 76% des fonds, dont 53% en provenance des entreprises et des OPCA et 23% pour la contribution des stagiaires et des particuliers payants. Celle des fonds publics dans la formation continue des universités se maintient à 18% de l'ensemble. La part consacrée par l'État et les collectivités territoriales à la formation de ses propres agents reste stable à 5% de l'ensemble.

**ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS** - Tous les établissements sous tutelle du ministère en charge de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche dont la mission est de faire de l'enseignement supérieur. Ces établissements sont classés en trois catégories :

- la catégorie « universités » regroupe les universités et leurs composantes, les INP, les universités de technologie (UT) et Paris-Dauphine ;
- la catégorie « écoles d'ingénieurs et autres établissements » comprend, outre les écoles d'ingénieurs publiques extérieures aux universités, l'Inalco, l'IEP de Paris, les écoles normales supérieures et quelques grands établissements ;
- la catégorie « Cnam » recouvre le grand établissement et ses centres régionaux associés.

À la suite des instituts de promotion sociale du travail (IPST) créés dans les universités au début des années 1950, la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur introduit, en 1968, la formation continue comme une mission fondamentale des universités, laquelle sera placée par la loi Savary de 1984 au même rang que la formation initiale. La loi n°2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (dite loi LRU) permet aux universités de développer la formation continue notamment à travers la création de fondations.

**INP** - Institut national polytechnique.

**OPCA** - Organismes paritaires agréés qui collectent les fonds des entreprises pour la formation continue des salariés des PME.

**CPF** - Créé par l'Accord national interprofessionnel (ANI) de décembre 2013, le compte personnel de formation (CPF) se substitue au DIF (droit individuel à la formation) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, dans le secteur privé, selon des modalités prévues par la loi du 5 mars 2014 qui définit sa mise en œuvre.

## SOURCES

MEN-MESRI-DEPP, Enquête n°6 sur le « Bilan des actions de formation continue réalisées par les établissements publics d'enseignement supérieur ».

## POUR EN SAVOIR PLUS

- Note d'Information : 16.27.

- [www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html](http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html)

Lire aussi in *Dares Analyses novembre 2016-n°063* - La dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage en 2013. *La part de l'effort global dans le PIB poursuit sa baisse.*

## 1 Répartition des stagiaires, en milliers, et des heures-stagiaires, en millions, par type de dispositif, année civile 2015.

	Universités, INP et UT (1)			Écoles d'ingénieurs et autres établissements (1)		
	Stagiaires (en milliers)	Heures-stagiaires (en millions) (2)	Durée moyenne de formation (en heures)	Stagiaires (en milliers)	Heures-stagiaires (en millions) (2)	Durée moyenne de formation (en heures)
Plan de formation	102,0	9,5	93	11,2	1,1	98
Congé individuel de formation	8,5	2,6	310	0,1	0,0	339
Sous contrat de professionnalisation	28,5	10,7	362	0,4	0,1	326
<i>dont moins de 26 ans</i>	23,6	9,0	379	0,3	0,1	316
<b>Total salariés</b>	<b>139,1</b>	<b>22,9</b>	<b>164</b>	<b>11,7</b>	<b>1,3</b>	<b>108</b>
<b>Demandeurs d'emploi</b>	<b>37,8</b>	<b>10,6</b>	<b>280</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>364</b>
<i>dont demandeurs d'emploi aidés</i>	26,3	7,4	280	0,4	0,1	359
<b>Particuliers inscrits à leur initiative</b>	<b>152,4</b>	<b>14,6</b>	<b>96</b>	<b>4,2</b>	<b>0,9</b>	<b>207</b>
<i>dont interâges</i>	61,7	1,8	29	0,2	0,0	23
<b>Prof. libérales, commerçants, artisans</b>	<b>27,1</b>	<b>2,7</b>	<b>100</b>	<b>2,2</b>	<b>0,1</b>	<b>46</b>
<b>Ensemble</b>	<b>356,4</b>	<b>50,8</b>	<b>143</b>	<b>18,7</b>	<b>2,4</b>	<b>123</b>

(suite)	Cnam (1)			Total		
	Stagiaires (en milliers)	Heures-stagiaires (en millions) (2)	Durée moyenne de formation (en heures)	Stagiaires	Heures-stagiaires (en millions) (2)	Durée moyenne de formation (en heures)
Plan de formation	14,1	2,6	183	127,4	13,1	103
Congé individuel de formation	0,3	0,0	147	9,0	2,7	303
Sous contrat de professionnalisation	3,8	1,1	297	32,8	11,9	365
<i>dont moins de 26 ans</i>	3,7	1,1	298	27,7	10,1	366
<b>Total salariés</b>	<b>18,3</b>	<b>3,8</b>	<b>206</b>	<b>169,1</b>	<b>27,8</b>	<b>164</b>
<b>Demandeurs d'emploi</b>	<b>18,8</b>	<b>4,4</b>	<b>231</b>	<b>57,1</b>	<b>15,1</b>	<b>264</b>
<i>dont demandeurs d'emploi aidés</i>	6,2	1,2	194	32,9	8,7	264
<b>Particuliers inscrits à leur initiative</b>	<b>44,3</b>	<b>7,3</b>	<b>165</b>	<b>201,0</b>	<b>22,8</b>	<b>114</b>
<i>dont interâge</i>	0,0	0,0		62,0	1,8	29
<b>Prof. libérales, commerçants, artisans</b>	<b>1,1</b>	<b>0,1</b>	<b>112</b>	<b>30,5</b>	<b>2,9</b>	<b>96</b>
<b>Ensemble</b>	<b>82,5</b>	<b>15,5</b>	<b>188</b>	<b>457,6</b>	<b>68,6</b>	<b>150</b>

► Champ : France métropolitaine + DOM, Public.

1. Voir « Établissements concernés » dans la rubrique « Définitions ».

2. Y compris les stages pratiques.

© DEFP

## 2 Les ressources de la formation continue dans l'enseignement supérieur en 2015, en millions d'euros.

	Universités, INP et UT (1)	Part (%)	Écoles d'ingénieurs et autres établissements (1)	Total	Cnam (1)	Total avec Cnam	Part (%)
<b>Entreprises (pour la formation des salariés)</b>	<b>87,5</b>	<b>29,9</b>	<b>11,5</b>	<b>99,1</b>	<b>22,8</b>	<b>121,9</b>	<b>27,5</b>
<b>Organismes collecteurs des fonds (OPCA)</b>	<b>67,5</b>	<b>23,1</b>	<b>2,4</b>	<b>69,9</b>	<b>10,8</b>	<b>80,8</b>	<b>18,2</b>
Contrats avec particuliers	63,7	21,8	8,8	72,6	32,9	105,5	23,8
Contrats des stagiaires (2)	2,1	0,7	0,2	2,3	2,9	5,2	1,2
<b>Total particuliers et stagiaires</b>	<b>65,9</b>	<b>22,5</b>	<b>9,0</b>	<b>74,9</b>	<b>35,8</b>	<b>110,6</b>	<b>25,0</b>
<b>Ensemble des fonds privés</b>	<b>220,9</b>	<b>75,6</b>	<b>22,9</b>	<b>243,8</b>	<b>69,4</b>	<b>313,3</b>	<b>70,7</b>
<b>Pouvoirs publics : État et collectivités territoriales</b>							
pour la formation de leurs agents	16,1	5,5	3,2	19,2	1,4	20,7	4,7
pour la formation de publics spécifiques							
- des instances européennes	0,8	0,3	0,0	0,8	0,7	1,5	0,3
- de l'État	2,0	0,7	0,2	2,2	8,6	10,8	2,4
- des régions	27,8	9,5	1,2	29,0	26,0	55,0	12,4
- Pôle emploi	2,9	1,0	0,1	3,0	1,2	4,1	0,9
Autres ressources publiques	3,2	1,1	0,1	3,3	1,7	5,0	1,1
<b>Ensemble des fonds publics</b>	<b>52,7</b>	<b>18,0</b>	<b>4,7</b>	<b>57,5</b>	<b>39,6</b>	<b>97,2</b>	<b>21,9</b>
<b>Autres organismes de formation</b>	<b>8,1</b>	<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>11,3</b>	<b>5,6</b>	<b>16,9</b>	<b>3,8</b>
<b>Autres ressources de la formation continue</b>	<b>10,5</b>	<b>3,6</b>	<b>1,2</b>	<b>11,8</b>	<b>4,1</b>	<b>15,9</b>	<b>3,6</b>
<b>Total général</b>	<b>292,3</b>	<b>100,0</b>	<b>32,0</b>	<b>324,3</b>	<b>118,8</b>	<b>443,3</b>	<b>100,0</b>

► Champ : France métropolitaine + DOM, Public.

1. Voir « Établissements concernés » dans la rubrique « Définitions ».

2. Cette rubrique comprend les contributions des stagiaires à une formation financée sur fonds publics ou sur les fonds des employeurs.

© DEFP